



Lire en ligne



A Genève, un référendum pour défendre une formation et une «école de qualité» est lancé

A Genève, la gauche et les syndicats d'enseignants ont officiellement lancé mardi leur référendum contre la réduction, de quatre à trois ans, de la durée de la formation des enseignants du primaire

2024-02-13,
Le Temps avec l'ATS

Gauche et syndicats dénoncent une méconnaissance de la profession de la part de la droite et lancent un référendum. La formation universitaire actuelle offre un haut degré d'expertise, en phase avec la complexité des situations et des besoins dans un canton urbain, a indiqué devant les médias Francesca Marchesini, présidente de la Société pédagogique genevoise. Elle répond aussi aux enjeux de la mise en œuvre de l'école inclusive.

Majoritaire au Grand Conseil, la droite a voté début février une modification législative qui fixe à trois ans le cursus de formation des maîtres du primaire, comme dans les Hautes écoles pédagogiques romandes. Or, le Syndicat des enseignants romands demande depuis des années une formation en quatre ans pour avoir des généralistes à même d'enseigner dans les huit degrés du primaire, a fait savoir son président David Rey.

Au niveau international, la formation dure quatre ans voire plus. «Les études établissent une corrélation entre la qualité et la longueur de la formation des enseignants et les résultats scolaires de leurs élèves», a relevé Francesca Marchesini. Et de mettre en garde: «Trois ans, ce n'est pas réaliste. L'étudiant devra choisir entre le cycle élémentaire et le cycle primaire ou parmi les quatorze matières d'enseignement.»

«Une loi sexiste»

Pour les référendaires, des instituteurs qui maîtrisent tout le cursus scolaire des élèves peuvent mieux les aider. Mais cette formation généraliste offre aussi un peu de mobilité dans une carrière qui offre peu d'évolution, soulignent-ils. «Cette loi est sexiste, elle vise à déqualifier un métier à 80% féminin», a dénoncé Thérèse Thévenaz-Christen, du Comité autonome des formateurs d'enseignants.

La droite a plaidé pour une formation davantage axée sur la pratique. Or, les étudiants genevois passent 40% du temps sur le terrain scolaire, contre 25% en Valais et 18% dans le canton de Vaud. Exigé par le Département de l'instruction publique, le numerus clausus à 100 étudiants à l'Institut universitaire de formation des enseignants vise d'ailleurs à garantir leurs conditions d'encadrement.

«Le but de la droite est une école élitiste, qui fait fi des difficultés des élèves», a dénoncé la socialiste Caroline Marti. Pour le comité référendaire, les attaques contre l'école s'inscrivent dans un contexte plus large de sabotage des services publics. Il a jusqu'au 20 mars pour récolter 5538 signatures valables.



Université de Genève Intérieur du bâtiment moderne Uni Mail de l'Université de Genève en Suisse. — © Mathias Bojesen / IMAGO / Gonzales Photo